INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 24 mai 2023**

**INFOS MACRO**

* Les marchés européens ont reculé nettement, prolongeant leur baisse de mardi alors que les discussions sur le plafond de la dette américaine sont dans l’impasse. L'indice CAC 40 s’est replié de 1,70% à 7 253,46 points tandis que l’EuroStoxx50 a perdu 1,84% à 4 262,64 points. Le rouge était également la couleur dominante de l’autre côté de l’Atlantique, avec un Dow Jones en repli de 0,69% vers 17h30.
* Les investisseurs s'inquiètent du ralentissement des négociations sur le relèvement du plafond de la dette américaine. Selon Bloomberg, des discussions devraient cependant avoir lieu mercredi entre les négociateurs républicains et la Maison Blanche.
* La " X-date ", le jour où les Etats-Unis ne seront plus en mesure d'honorer toutes leurs factures, se rapproche à grande vitesse. Elle se situe autour du 1er juin.
* " Personne ne semble avoir envie de faire des compromis jusqu'à la dernière minute. Il est donc possible que nous assistions à des débats difficiles et mouvementés jusqu'à la date butoir de la semaine prochaine, mais le résultat global nous semble clair : une résolution sur le plafond de la dette sera adoptée, " anticipe Pimco.
* L'autre mauvaise nouvelle est venue d'outre-manche : les chiffres de l'inflation au Royaume-Uni sont plus élevés qu'anticipé. L'inflation a atteint 8,7% en avril en rythme annuel contre un consensus de 8,3% après 10,1% en mars. Pire, l'inflation hors énergie et alimentation a atteint son niveau le plus élevé depuis mars 1992. Elle est ressortie à 6,8%, en accélération par rapport à mars, 6,2%, sachant que les marchés anticipaient une stabilisation.
* Ce soir à 20 heures, les investisseurs seront attentifs au compte rendu du comité de politique monétaire de la Fed.
* La livre sterling se replie contre l’euro après avoir initialement progressé à l’annonce de chiffres d'inflation plus élevés qu'anticipé au Royaume-Uni. En fin d’après-midi, la devise britannique perd 0,22% à 1,1499 euro. L'inflation a atteint 8,7% en avril en rythme annuel contre un consensus de 8,3% après 10,1% en mars. Hors énergie et alimentation, l'inflation est ressortie à 6,8%, en accélération par rapport à mars, 6,2%. Le marché anticipait 6,2%. Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis mars 1992.

" Ce sont de très mauvais chiffres d'inflation qui distinguent le Royaume-Uni des autres grandes économies développées en raison d'un problème d'inflation plus grave. La Banque d'Angleterre augmentera inévitablement ses taux en juin et potentiellement en août ", a commenté MUFG.

* L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a annoncé que les stocks de pétrole brut ont reculé de 12,456 millions de barils la semaine dernière, les spécialistes prévoyant une baisse de 0,920 million de barils après 5,040 millions la semaine précédente. Les stocks d'essence ont, pour leur part, baissé de 2,053 millions de barils. Le consensus anticipait une baisse de 0,695 million de barils. Les stocks des produits distillés, dont le fioul domestique, ont reculé de 0,562 million de baril alors que le marché anticipait une hausse de 0,057 million de barils.
* Les dons en euros aux associations ont subi de plein fouet l'impact de l'inflation en 2022 avec une progression en trompe l’œil de 1% et une baisse de près de 7 % des plus petits dons, selon le baromètre publié ce mercredi par France Générosités. Cette très légère hausse se révèle en trompe l’œil si l'on calcule les dons en euros constants, c'est-à-dire en prenant compte l'inflation, soit 5,9 % sur un an en avril, selon l'Insee.

Le Baromètre de la générosité révèle cette année une légère baisse de la collecte en dons ponctuels (-1,9% par rapport à 2021), accentuée au deuxième semestre, période où les taux d'inflation étaient au plus haut.

En revanche, les dons par prélèvement automatique ont connu une croissance de plus de 5% entre 2021 et 2022.

Les dons réguliers représentent ainsi, en 2022, 41,5% des montants des dons reçus par les associations et fondations (contre 34,7% en 2013). Signe positif de la part des Français qui expriment ainsi leur souhait de soutenir les missions sociales des organisations d'intérêt général sur le moyen et long terme.

Cependant, le nombre de nouveaux donateurs par organisation baisse de 11,2% en 2022 par rapport à 2021. Confirmant une tendance déjà observée dans la précédente édition du Baromètre, mais avec cette année la plus forte baisse depuis 10 ans.

* « Les dividendes mondiaux ont grimpé de 12 % sur une base globale pour atteindre un montant record de 326,7 milliards de dollars au 1er trimestre 2023 », affirme le gestionnaire d’actifs londonien Janus Henderson sur la base de son dernier « Global Dividend Index ». Alors que 95 % des entreprises ont augmenté ou maintenu leurs dividendes au premier trimestre, on a assisté au « plus important versement de dividende extraordinaire depuis neuf ans ». Les banques, les producteurs de pétrole et les constructeurs automobiles ont compté parmi les principaux acteurs de cette croissance.

Le montant global des dividendes versés a atteint 326,7 milliards de dollars, ce qui représente un niveau record pour un premier trimestre. La croissance sous-jacente, qui exclut les dividendes extraordinaires, les effets de change et autres facteurs techniques, s'est établie à 3%.

Après un premier trimestre solide et dans l'attente d'un deuxième trimestre qui devrait être positif en Europe, la prévision de Janus Henderson pour 2023 est portée à 1 640 milliards de dollars, soit une hausse de 5,2 % sur une base globale, et une croissance sous-jacente de 5%.

Janus Henderson ajoute que les versements de dividendes exceptionnels ont atteint leur deuxième niveau le plus élevé de tous les temps (après celui du 1er trimestre 2014), à 28,8 milliards de dollars. Ford et Volkswagen ont représenté près d'un tiers des dividendes extraordinaires dans le monde sur la période, de sorte que les dividendes versés par le secteur automobile ont été dix fois plus importants qu'au premier trimestre de l'année précédente. Les dividendes extraordinaires ont également eu un impact considérable dans les secteurs des transports, du pétrole et des logiciels.

" Les versements de dividendes aux États-Unis ont atteint un nouveau record " à 153,4 milliards de dollars, précise enfin le gestionnaire, soulignant cependant que " la nature hautement saisonnière des dividendes dans la plupart des régions du monde " explique que ce premier trimestre soit dominé par les États-Unis, où les versements sont " répartis de manière plus uniforme tout au long de l'année ".

**SOCIETES**

* Conséquence de la forte aversion pour le risque, seule Eurofins Scientific a échappé à la baisse au sein du CAC 40. Les plus forts replis ont été enregistrés par les sociétés les plus cycliques (Stellantis) et les technologiques (STMicroelectronics, Capgemini…).
* Le recours de Meta Platforms Ireland (Facebook) contre une demande de la Commission européenne visant la communication de documents identifiés par le biais de termes de recherche a été rejeté par la Cour de justice de l'Union européenne. Elle estime que Meta n’a pas réussi à démontrer que cette demande « allait au-delà de ce qui était nécessaire et que la protection de données à caractère personnel sensibles n’était pas suffisamment assurée par la mise en place d’une salle de données virtuelle ».

Cette demande avait été faite dans le cadre d'une enquête sur un possible comportement anticoncurrentiel de Facebook dans son utilisation de données et dans la gestion de sa plateforme de réseau social.

* Vivendi, en repli depuis vendredi dernier, a perdu 3,30% à 8,80 euros sur la Place de Paris au lendemain de l'annonce de la cession par l'homme d'affaires Vincent Bolloré, via Compagnie de Cornouaille, d'un peu plus de 1,5 million d'actions du groupe de médias, selon des notifications publiées par l'AMF. Ces ventes d'actions ont quelque peu surpris les analystes.
* Kingfisher a fléchi de 2,55% à 240,50 pence à la Bourse londonienne. Le groupe britannique de magasins de bricolage, propriétaire des marques Castorama et Brico Dépôt en France, a engrangé 3,27 milliards de livres sterling de chiffre d'affaires au titre du premier trimestre clos fin avril, en recul de 3,3%. Dans l'Hexagone, les ventes atteignent 1,12 milliard de livres sterling, en recul de 4,1% à taux de change constant avec, dans le détail 578 millions de livres sterling pour Castorama (-3,1%) et 538 millions de livres sterling pour Brico Dépôt -5,2%).

Kingfisher met avant des conditions météorologiques défavorables ayant pénalisé les ventes de produits de jardin et d'aménagement extérieur.

**ANALYSE**

* 25 ans, et après ? En deux décennies et demie de construction, la Banque centrale européenne a trouvé sa place sur la scène internationale et sa monnaie, l'euro, dans le quotidien des citoyens européens. Mais beaucoup reste à faire pour s'adapter aux importantes évolutions à venir.

Pour l'instant, la BCE concentre tous ses efforts sur la lutte contre l'inflation. Les prochaines réunions du Conseil des gouverneurs porteront sur la nécessité de poursuivre ou non les hausses de taux, et à quel rythme, pour enfin calmer la hausse des prix à la consommation. Les banquiers centraux devraient également confirmer la fin complète des réinvestissements de son principal programme d'achats d'obligations.

Christine Lagarde, qui préside l’institution monétaire, a en effet annoncé le 4 mai que la BCE laisserait les obligations détenues dans le cadre de son portefeuille lié à l'Asset Purchase Programme (APP) arriver à échéance sans racheter de nouveaux titres avec le montant issu de leur remboursement. Pour l'instant, cette stratégie ne porte que sur 20 milliards d'euros par mois. A compter de juillet, ce montant mensuel devrait avoisiner les 30 milliards.

L'objectif est de dégonfler l'immense bilan de la banque centrale, qui a été multiplié par quatre depuis 2015 pour frôler un temps les 9.000 milliards d'euros, au gré des gigantesques programmes de soutien à l'économie. En cessant les réinvestissements, la BCE va retirer des liquidités du système financier.

Depuis 2015, les Etats ont pris l'habitude de pouvoir compter sur les achats de la banque centrale - sur le marché secondaire -, d'autant plus qu'ils avaient des montants très importants à placer. Ils vont donc devoir trouver des remplaçants à l'institution de Francfort, qui seront peut-être plus regardants sur les différences entre les Etats.

L'autre chantier concerne la liquidité bancaire. Le 28 juin arrivera l'une des plus grosses échéances (près de 500 milliards d'euros) de remboursement des TLTRO. Ces Targeted Long Term Refinancing Operations sont des prêts de long terme (trois ans) offerts par la banque centrale aux établissements bancaires pour les inciter à financer l'économie réelle. Ces derniers expireront progressivement d'ici à décembre 2024.

Si la fin de ce dispositif exceptionnel est légitime dans le cadre de la lutte contre l'inflation, elle interroge dans un contexte de faillites bancaires aux Etats-Unis et en Suisse. La BCE pourrait s'inspirer des TLTRO pour offrir à l'avenir des financements aux banques pour une durée supérieure à trois mois.

Parmi les objectifs fixés lors de la revue stratégique de la BCE, qui s'est achevée en juillet 2021, la contribution à la lutte contre le réchauffement climatique est particulièrement chère à sa présidente. Une démarche qui passe notamment par le verdissement de son portefeuille d’obligations lié à la politique monétaire.

Jusqu'à présent, ce changement était appliqué lors des achats de dette dans le cadre des réinvestissements de l'APP. Avec la fin de ces derniers, la BCE va devoir trouver un autre moyen de contribuer au développement d'une offre de financements pour la transition énergétique.

Cette revue stratégique avait aussi permis une révision de la cible d'inflation de la banque centrale. Celle-ci est toujours fixée à 2 %, mais elle est « symétrique » : la BCE pourrait aussi bien se satisfaire d'une hausse des prix légèrement supérieure ou légèrement inférieure à son objectif.

De plus en plus de spécialistes estiment néanmoins que l'économie est désormais entrée dans une nouvelle ère, où l'inflation sera durablement plus élevée. Une conséquence, notamment, du coût plus élevé des énergies vertes. La BCE devra-t-elle adapter sa cible à cette nouvelle donne ? Une chose est certaine : elle devra d'abord prouver qu'elle est capable de ramener la hausse des prix autour de 2 % avant de modifier son objectif. Il en va de sa crédibilité.

**L’AGENDA DU 25 mai 2023**

**8h00 en Allemagne**
PIB détaillé du premier trimestre

**8h45 en France**
Climat des affaires en mai

**14h30 aux Etats-Unis**
Nouvelle estimation du PIB au premier trimestre
Inscriptions hebdomadaires au chômage

**16h00 aux Etats-Unis**
Promesses de ventes immobilières en avril

**16h30 aux Etats-Unis**
Evolution hebdomadaire des stocks de gaz